

Amp

La conjuration des territoires

litudes

1

janv. - juin 2020

Amplitudes

La conjuration des territoires

Les Éditions Châtelet-Voltaire remercient la DRAC et la Région Grand Est de leur soutien à la publication de la revue AMPLITUDES.



Comité de rédaction :

Marc ABÉLÈS, François BARRÉ, Marie-Hélène CAROFF, Maria Claudia GALERA, Jean-Michel GÉRIDAN, Monique JEUDY, Jean-Paul KAUFFMANN, François LARCELET, Jean LEBRUN, Samuel MOURIN, Pierre-Yves SOUCY, Karine STEBLER, Benoît VINCENT, Patrick WATIER.

Directeur de la revue : Henri-Pierre JEUDY
Conception graphique : Angélique DECOCK

Préambule

AMPLITUDES, une revue pour le Grand Est, propose d'aborder les questions complexes que soulèvent le déséquilibre entre territoires désertifiés et territoires peuplés, les tentatives de réalisation d'une « égalité des territoires » les stratégies d'attractivité des lieux... Comment se manifestent les modes de résistance au changement ou au déclin ? Quel sens prennent les effets des contretemps ? Si la souveraineté d'une nation semblait traditionnellement dépendre de ses frontières, appréhender aujourd'hui l'hétérogénéité des territoires, dans leur singularité propre, est un défi face à la revendication traditionnelle des identités locales. L'enjeu de la revue AMPLITUDES est de mettre en valeur ce que peut être une singularité territoriale, ce que peut être une souveraineté « née de l'épaisseur de l'histoire » dans un contexte où l'absence de frontières nous appelle à ne plus nous réfugier derrière des limites que définirait un « espace identitaire ». Entre les parties peuplées de la Région du Grand Est et celles qui le sont moins, voire beaucoup moins, les perspectives d'avenir suivent des voies différentes. Les pays les plus désertifiés susciteront-ils des interrogations existentielles nouvelles quant au devenir des modes de vie dans notre société ?

La composition de la revue se fera selon une conception anthropologique qui inclut autant l'expression littéraire que l'analyse socio-politique et économique.

La conjuration des territoires

- P.6** - ÉDITO Henri-Pierre Jeudy
- P.14** - I. LES TERRITOIRES EN ACTION
- P.15** - Urgences aux ronds-points. Karine STEBLER
 - P.27** - Saint-dizier ou le devenir d'une utopie urbaine. Elisabeth ROBERT-DEHAULT
- P.35** - II. VERS UNE NOUVELLE ANTHRO-
POLOGIE DES TERRITOIRES
- P.36** - Terrain ou territoires ?
Marc ABÉLÈS
 - P.50** - Territoires : entre humains et non-humains
Bernard KALAORA
 - P.63** - Le rapport ville/nature : un exemple Rio
de Janeiro. Clarissa MOREIRA
- P.69** - III. LE REGARD ET LES LIEUX
- P.70** - Villes et jeux d'images. Patrick BAUDRY
 - P.83** - Lettres sur le paysage. Jean-Paul KAUFFMANN
Henri-Pierre JEUDY

P.93 - Amplitude et humilité. Benoît VINCENT

P.99 - Sans attache. Pierre-Yves SOUCY

Officine des alternatives

P.111 - Parc national de forêts, concentré
de concepts paradoxaux

Utopies des savoir-faire

P.121 - Un monde pariétal

Blogueurs de l'Est

P.127 - L'origine de mon blog : le goût
des cimetières

P.132 - L'origine du blog de H.-P.

Chroniques de la Rambleur

P.138 - À propos de la chronique

P.140 - Un typographe à Joinville
dans les années 70

Édito

Lorsque nous sommes en train de marcher sur un coteau et que nous observons l'alentour, les limites imposées pour la découpe de l'espace deviennent plus tangibles, nous voyons distinctement des fils de fer barbelés qui forment la clôture des champs, des bouts de route, des bosquets isolés, un clocher d'église, une étable pour les vaches en stabulation, de telle sorte que notre regard peut s'arrêter sur chaque détail comme s'il participait lui-même à la distribution des lieux dans l'espace. Au gré de l'apparition des abords et des contours, nous goûterions cette impression étrange de nous trouver à la naissance de notre vision quand notre œil vagabonde en scrutant l'horizon après avoir perdu de vue les limites anthropiques de l'espace. Si je regarde sur une carte, le tracé du bornage départemental, je ne peux m'empêcher comme tout un chacun, d'estimer qu'il est arbitraire. Sans doute trouverais-je bien des raisons qui m'expliqueront comment son aspect sinueux a été rendu légitime sur le terrain, mais au fil du temps, cet arbitraire n'aura fait que s'imposer au point de disparaître comme tel.



On pourrait considérer aussi que nous avons une conception nominaliste du territoire puisque sa découpe est réalisée par une distribution interminable de noms propres. Ces noms de pays, de contrées, de cours d'eau, de forêts, de villages désignent des lieux circonscrits qui offrent à la mémoire le souvenir d'une autre époque. Cette taxinomie forme à elle seule une lecture du paysage sous un mode pour le moins incantatoire : un nom de lieu prononcé donne à celui-ci une existence. Il est là et non ailleurs. Il ne bouge jamais malgré le temps qui passe. D'une manière allégorique, la représentation de la configuration détaillée d'une contrée peut naître de l'énonciation de chaque lieu, le poème ainsi composé n'étant qu'une suite rythmée de noms propres, lesquels deviennent, comme dans la poésie de François Villon, des noms communs. Cette vision nominaliste est étrange parce qu'elle va de soi, elle n'est plus réfléchie, elle s'impose comme une sorte d'évidence archéologique. Le nom prononcé se donne pour le signe immuable de l'existence réelle du lieu. Notre imaginaire de ces lieux nous prédispose à entendre toutes les légendes possibles comme si leur histoire n'avait jamais cessé de se poursuivre. Chaque lieu devient lui-même fragment de récit.

Pour consacrer l'identité singulière d'un territoire, on s'imagine que l'acharnement actuel de la restauration patrimoniale rassure la population en oubliant qu'elle produit dans chaque village un effet de muséification. Le patrimoine est utilisé comme une arme contre les risques de déclin d'un territoire qui doit tirer sa magnificence d'un passé glorifié. Tous les signes d'abandon sont destinés à exacerber cette volonté collective de sauvegarde patrimoniale. Ainsi doit se vivre le sentiment de l'appartenance à un territoire. Plus une bourgade se vide de sa population, plus elle est appelée à se faire l'objet d'une restauration qui permet de rendre visible sa résistance à la disparition. À la mort de la « vie sociale » se substitue l'obligation de reconstruire

le décor du passé qui se veut « vivant » alors qu'il est, plus que jamais, « monumentalisé ». La conservation du passé a pour vocation de rassurer en multipliant les représentations communes d'une continuité temporelle, figurée par des lieux rendus mémorables. Comment au cœur même de la folie collective d'une sauvegarde incessante des patrimoines se cache un processus obsessionnel de conjuration de la catastrophe ? En Haute-Marne, par exemple, on assiste à deux scènes dont la dichotomie produit un effet spéculaire inquiétant : d'un côté, dans plusieurs chantiers de restauration d'anciens bâtiments, des artisans bénévoles viennent travailler comme s'ils montraient la gestualité de leur savoir-faire sur une scène de théâtre – la rue ou une place -, de l'autre, sur l'espace plutôt désert de Bure, dans la Meuse, où se construit le dépôt de déchets nucléaires, des opposants, comme on les appelle, se rassemblent pour manifester leur refus des risques de destruction de la planète. La figure pourrait être réversible : le côté visible de la jubilation publique qu'engendre la restauration, de l'autre, le côté caché d'une terreur que provoque le nucléaire.

Le territoire peut aussi avoir l'air de disparaître dans un espace devenu « réticulaire ». Depuis la fin de la seconde Guerre Mondiale, dans la plupart des bourgades, les nouvelles constructions offrent l'aspect dominant de l'urbanisation des campagnes. Elles rappellent l'habitat des banlieues et ensèrent comme un rhizome, le noyau patrimonial des villages et des petites cités. Ainsi chaque « lieu propre » semble virtuel bien que l'urbanisation des espaces ruraux ait adopté, dans les pratiques de zonage, des figures réticulaires rendues plus visibles sur le territoire. Ce qui triomphe, c'est « l'esprit de réseau » dans toutes les modalités de consommation et de production, et celui-ci a de sérieuses incidences sur le sentiment d'appartenance à un territoire et sur ses limites instituées, ostensibles ou non, en les projetant sans cesse dans l'espace indéfini de la communication. De plus, au cours des

changements du rapport entre l'urbain et le rural, « l'urbanisation du rural » se réalise surtout dans le monde virtuel des réseaux et dans les effets de la disparition des modalités anciennes des échanges. Il se forge alors une relation complexe, contradictoire et complémentaire, entre l'abstraction de l'urbanisation globalisée et la pérennité des paysages ruraux. Les représentations de l'appartenance territoriale ne peuvent que se déliter dans les temps à venir où l'espace réticulaire de l'urbanisation et de la globalisation ne connaît aucune frontière visible. Que restera-t-il de la distinction entre la « vie rurale » et la « vie urbaine » ? Des représentations anachroniques stéréotypées qui relèvent de « résiduels idéologiques » ? Le maintien de cette distinction assure pourtant la vision en trompe-l'œil de ce qui reste de la ruralité. Faut-il se représenter les restes patrimoniaux comme les dernières valeurs d'appartenance au territoire ? Des symboles protégés pour des raisons historiques, épars sur le territoire, figurant une constellation de signes tangibles d'une certaine « épaisseur de l'histoire »...

Les mesures de l'attractivité semblent déterminer l'avenir des territoires urbains et ruraux. Concernant l'ensemble des secteurs économiques, sociaux et culturels, celles-ci sont devenues des indicateurs de tendance qui, en principe, permettent d'évaluer ce que deviendront les territoires. De telles perspectives d'avenir font-elles apparaître des chances de métamorphose ou des signes de déclin ? Dans quelle mesure le « droit au développement sans limite » n'est que la mascarade de l'apologie de l'égalité des territoires ? Le système d'égalité républicaine des territoires peut apparaître comme un leurre d'autant plus que l'acharnement à le maintenir ne cesse d'augmenter sa fragilisation. D'un côté, faut-il croire que les espaces forestiers et ruraux seront pour l'avenir, dans la région du Grand Est, un atout décisif dans un monde où la gestion durable des

ressources naturelles deviendra la « pierre angulaire » des modes de vie ? De l'autre, les territoires transfrontaliers offrent des perspectives de développement qui changent de plus en plus les modes de vie, loin des représentations parfois angoissantes du déclin territorial.

Les mesures de l'attractivité privilégient l'activité économique et la compétitivité. Sont introduites de plus en plus les références à la qualité de la vie, à l'habitat, aux services de proximité... Ces valeurs qualitatives ne demeurent-elles pas soumises à l'impératif économique ? L'invocation actuelle de la décroissance, dans une perspective de « développement durable », suppose-t-elle des changements de « point de vue » sur la reconnaissance même de ce que peut être l'attractivité d'un territoire ?

La notion de « territoire » est devenue une réalité concrète puisqu'elle désigne l'objet même de la gestion politique, économique et sociale et qu'elle sert de fondement à la prospective, à tout ce qui engage l'avenir. Ainsi des « contrats de territoire » ont pour objectif de mutualiser les services, et surtout de stimuler une puissance d'attractivité dans les petites villes et les campagnes où la désertification s'accroît. Quand une contrée se vide de sa population, la représentation du territoire ne se disloque pas pour autant. Est-ce la menace du vide qui exacerbe le « sentiment d'appartenance » à un territoire au point de le désespérer ? Les habitants sont-ils condamnés à se voir comme « les derniers des Mohicans » dans une réserve d'Indiens ? Ainsi en est-il de « la diagonale du vide, ligne imaginaire qui traverse la France du Nord-Est au Sud-Ouest. La « ligne » contient en elle-même sa part de réalité puisqu'elle est signifiée par des marquages, mais elle est en même temps le fruit d'un certain imaginaire de la découpe du territoire. « La diagonale du vide » est aussi appelée « diagonale des faibles densités de population ». Comment le vide semblerait-il pouvoir se représenter de manière géométrique ? On

peut comprendre ainsi que l'impression de désertification vienne d'une sensation propre à une manière d'appréhender un territoire. Du coup, elle n'entre pas dans la seule logique des mesures, elle provoque des réactions mentales collectives qui peuvent paraître contradictoires. La perception d'un « vide territorial » n'engendre pas nécessairement une vision d'abandon, elle est susceptible de faire naître des « particularités culturelles » et de promouvoir d'autres modes de vie.

Comment peuvent cohabiter dans la même région des territoires où la population active est visible et des territoires voisins où elle semble avoir disparu ? En Alsace, il n'y a aucune représentation possible de la désertification. L'expression « les oubliés » n'est-elle pas le signe d'une déconsidération qui appelle « la pitié » ou du moins « l'aide » ? Les pouvoirs politiques peuvent s'évertuer à agiter bien des « illusions pour l'avenir », le constat du « pays qui se meurt » continue de s'imposer au regard de ceux et celles qui l'habitent. Durant l'été, dans l'attente des touristes qui ne viennent guère, les bourgades se « mettent en scène » pour démontrer leur vitalité folklorique, et l'animation culturelle qui se propage sur le territoire semble être l'expression même d'une résistance acharnée contre toute image de décrépitude. Le fait « d'être oublié » ne pourrait-il pas être inversé en une « qualité de vie » singulière ?

Pourquoi n'y aurait-il pas un usage esthétique et social du déclin ? En ces lieux abandonnés pourrait se construire la possibilité de repenser l'organisation de l'existence quotidienne, et même de repenser le fonctionnement de la société. L'horizon de l'avenir semble plutôt réduit à une alternative pour le moins contradictoire entre la restauration patrimoniale obsessionnelle et le traitement angoissant des déchets nucléaires. Deux figures du futur qui se traduisent par l'occultation du temps présent. Dans les contes, les êtres humains qui se retrouvent sur

une île déserte tentent de « réinventer leur vie »... Dans des espaces qui se vident de leur population, pourquoi ne naîtraient-ils pas des tentatives de créer d'autres modes de vie ? L'isolement ou la solitude sont autant une source de création qu'une puissance de construction de nouvelles formes de la communauté.

À la destruction des liens sociaux habituels qui constituaient l'esprit même de la communauté succèdent des objectifs de gestion fondés sur un artifice conceptuel de la solidarité. Tout ce qui est désigné comme étant « de proximité » semble répondre à ce qui manque après avoir été liquidé comme non rentable. Qui retourne aujourd'hui dans un « magasin de proximité » pour faire ses courses ? La redynamisation des centres villes est présentée comme une nécessité au moment où le centre n'est plus qu'une belle illusion patrimoniale. Seulement les règles de la consommation quotidienne peuvent-elles encore changer ?

La sempiternelle conquête de l'égalité des territoires se solde alors par l'implantation de dispositifs qui pallient la déficience latente et progressive des services par la visibilité d'une « gestion en actes » pour une meilleure (et ultime) cohésion sociale. C'est l'obsession actuelle de parangonner en inventant des modèles à finalité égalitaire. L'égalité des territoires est-elle la finalité « des contrats de territoire » qui sont appelés à mobiliser des énergies nouvelles selon des stratégies fédératrices de services ? Cette invocation de l'égalité n'est-elle qu'incantatoire ? Et dans quelle mesure se fonde-t-elle sur de nouveaux indicateurs de prospective qui permettraient de changer « l'état des choses » ? Si l'égalité n'est qu'un vœu, il n'empêche que celui-ci semble répondre à la reconnaissance possible de certaines inégalités quand on considère le destin d'une ville, d'un territoire ou d'un lieu. Leur souveraineté n'est-elle pas d'assumer leur destin malgré les péripéties parfois catastrophiques qu'il est susceptible de subir ? Cette puissance

du destin d'un territoire dépend des communautés qui en font l'unité et des réalisations politiques et économiques qui reconfigurent au fil du temps son avenir. Les contrats de territoire ont pour objectif de créer une transversalité dans divers domaines d'activité et de mutualiser les services. Ils sont représentatifs des énergies mobilisées autour des choix qui ont été établis suite à des diagnostics qui ont permis d'identifier et de mobiliser les acteurs pertinents pour l'action publique. Cette entreprise de restructuration d'une contrée à partir d'une constellation de territoires, de bourgades, de cités dont les fonctions administratives sont d'abord départementales, de lieux de villégiature ou de pôles industriels, ne supprime pas l'hétérogénéité constitutive du « super-territoire » fictionnel face aux vicissitudes de son devenir. En somme, l'homogénéité ne peut être programmée qu'en se référant toujours à un patchwork territorial qui la menace de dissociation. Mais cette menace n'est-elle pas elle-même une source de dynamisme interne ? L'idéal serait que le contrat de territoire permette d'aboutir à une vision stratégique, réaliste et partagée de tous. Autant dire que le « contrat de territoire » a toujours été destiné au statut d'un « simulacre d'origine » des actions et des décisions. L'enjeu est de « faire comme si » pour entretenir les croyances collectives en des métamorphoses possibles du devenir.

Si nous avons choisi pour titre de ce premier numéro « la conjuration des territoires », c'est en considérant comment des modes de résilience plus ou moins ostensibles se confrontent aux modèles autoritaires de la gestion territoriale.

Henri-Pierre Jeudy

1- Les territoires en action

Les métamorphoses des territoires changent-elles plus la vie quotidienne des gens que leur environnement ? Dans quelle mesure les pouvoirs politiques répondent-ils aux attentes et aux demandes des habitants et des habitantes ? Ceux-ci ne doivent-ils pas plutôt s'adapter à ce qui est décidé pour leur bien ?

Urgences aux ronds-points

Karine Stebler¹

À la fortune de la diagonale du vide succède celle de la désertification. Ce thème devenu récurrent typifie en déserts des lieux privés de services publics, affectés par la fermeture ou la mutualisation de classes d'école primaire, d'agences postales, de maternités ; atteints par la transformation d'hôpitaux en EHPAD et de gares en friches, par l'abandon des églises et la déshérence des cimetières. La régression de ces services communs irait de pair avec celle des commerces et des bistrots, donnant aux villes petites et moyennes, villages et banlieues, le visage absent des gens qui somnolent.

On accède pourtant à ces déserts, cernés de ronds-points où circulent des véhicules qui, à certaines heures du jour, stationnent nombreux devant les maisons, envahissent parkings, cours et rues. Le désert est peuplé, mais distant. C'est ce paradoxe qu'ont su mobiliser les gilets jaunes, en investissant le rond-point comme leur lieu géométrique, soit « l'ensemble des points qui possèdent une propriété commune, toujours liée au concept de distance ». Aux ronds-points se lisent l'aménagement du territoire, l'occupation de l'espace et du temps, la circulation et la densité des habitants. Sur une Terre peuplée de 7,7 milliards d'habitants, c'est la distance qui crée le désert : le phénomène de désertification est un rapport à la densité humaine.

Le jargon administratif a requalifié les soi-disant déserts français en zones sous-denses, accolant à la notion-clé de densité un coefficient

¹ Karine Stebler, sociologue, auteure de nombreux articles, ex-directrice des services de la DDASS de la Meuse.

minorateur à la fois vague et complexe. En matière de santé, il s'agit de substituer à l'inquiétant désert médical une formule apte à poser et à résoudre le problème de l'accès aux soins.

« Urgences » et « Médecin de campagne »

À l'heure où les urgences hospitalières sont saturées et la médecine de campagne en voie de disparition, la télévision et le cinéma en célèbrent les héros et héroïnes. Les médecins sont au centre de ces fictions documentaires, techniciens impeccables autant qu'humains sensibles. Ces personnages plus vrais que nature sont animés par un motif qui semblait avoir fait son temps, mais dont la basse obstinée perdure et renaît : la vocation. La vocation relègue la romance au second plan, sans jamais dire son nom. Les protagonistes d'« Urgences » s'éprennent et se déprennent, mais ce n'est pas ce qui soutient l'action. Le final de « Médecin de campagne » laisse poindre un amour partagé, dont les partenaires regardent ensemble dans la même direction. On dira que c'est la pénurie de praticiens qui produit cette imagerie engageante, ou que la médecine vocationnelle chante ici son chant du cygne, voire que l'hagiographie ne s'écrit vraiment que quand les saints sont morts.

Quant aux malades, patients et impatientes, s'ils jouent bien leurs rôles dans ces hôpitaux urbains, cabinets médicaux et domiciles ruraux, ils ne sont pas au centre de l'intrigue filmée. Comme dans les enquêtes, où l'on nous montre les contraintes de l'exercice médical plus souvent que les difficultés des malades. Héroïques les généralistes qui choisissent de s'installer dans une zone sous-dense ; rationnels les spécialistes qui posent leur plaque au centre d'une grande ville ; réalistes les fonctionnaires de la médecine qui préfèrent la qualité de vie aux hauts revenus. Impératifs les objectifs de sécurité et de rentabilité qui fondent l'organisation sanitaire : la progression de l'espérance de

Le numéro #2 de la revue Amplitudes aura pour titre :
l'Amour des contretemps

Il est fréquent de rêver au temps qui passe trop vite, à ce temps qui nous file entre les doigts, ce temps que nous voudrions retarder en lui gardant la couleur d'un « déjà passé ». Cette illusion de « suspendre » ou « d'accélérer » le temps nous tient à cœur car elle est bien là pour nous persuader que nous avons une emprise sur lui. Il nous est difficile d'accepter l'idée que « le temps est un vide ». En disant qu'un « jour est historique », un tel effet d'annonce nous donne l'illusion d'une prise de possession du temps. L'idée même d'histoire, dans la vie quotidienne, ne semble prendre sens que dans une relation de défi entre ce qui arrive – l'événement – et le sentiment de destin. Quel sens a la passion contemporaine de la restauration patrimoniale du passé ? La reconfiguration des paysages obéit à des modèles de plus en plus identiques comme si notre regard devait se satisfaire de la négation même des métamorphoses naturelles. Face à la contingence du futur, la représentation la plus commune de la continuité temporelle puise sa légitimité dans la sauvegarde acharnée des « mémoires collectives ». Mais une grande crise de la mémoire s'annonce avec la maladie d'Alzheimer – l'ivresse du désœuvrement de la mémoire.

Dans ce numéro seront abordées les questions du temps dans les manières de vivre comme dans les constructions du sens donné à l'existence. La figure du contretemps concerne autant les incidences des événements imprévus sur l'organisation de la gestion des territoires que les modalités communautaires de résilience – ces manières de contourner ou de détourner les impératifs institutionnels.

Crédits photographiques : © Claudia Galera (pages 6, 92, 31, 25, 146) ;
© Karine Stebler (p. 23) ; © Angélique Decock (p. 26) ; © Marc Abélès (p. 43) ;
© Bernard Kalaora (p. 52) ; © Bob (p. 68) ; © Patrick Baudry (p. 70) ;
© Benoît Vincent (p. 97) ; Pierre-Yves Soucy, *Sans titre*, Dessin/empreinte au fusain
compressé et au crayon de pierre noire, 21 x 30 cm, 2019, © photo : Eunice
Chao (p. 106) ; © Dominique Piot (p. 118) ; © Pauline Curnier-Jardin (p. 122) ;
© Gil Melison (p. 127) ; © Henri-Pierre Rodriguez (p. 132)

ISBN 979 1090 198 500

LA REVUE Amplitudes

Revue semestrielle, fondée par les éditions Châtelet-Voltaire, publiée avec le soutien de la Direction des Affaires Culturelles du Grand Est et du Conseil régional du Grand Est.

Abonnement à la revue AMPLITUDES : 28 euros

Abonnement de soutien : 50 euros

Les articles publiés dans la revue AMPLITUDES n'engagent que leurs auteurs. Leur reproduction, même partielle, est soumise à l'autorisation de l'auteur et de la revue.

LES MANDARIENS
Éditions Châtelet-Voltaire
20 rue Adélaïde de Simiane
52110 Cirey-sur-Blaise

Formulaire d'abonnement :

Nom/prénom

Adresse

.....

Courriel

Prière de joindre votre chèque libellé à l'ordre des Mandariens –
Éditions Châtelet-Voltaire – à l'adresse indiquée ci-dessus.

Amplitudes

Achévé d'imprimer
en décembre 2019
sous les presses de la Société YENOOA
50 rue Gutenberg
13640 La Roque-d'Anthéron

#1 La conjuration des territoires

Les mesures de l'attractivité privilégient l'activité économique et la compétitivité. Interviennent de plus en plus les références à la qualité de la vie, à l'habitat, aux services de proximité... Ces valeurs sociales ne demeurent-elles pas soumises à l'impératif économique ? L'invocation actuelle de la décroissance, dans une perspective de « développement durable », suppose-t-elle des changements de « point de vue » sur la reconnaissance même de ce que peut être l'attractivité d'un territoire ? Le système d'égalité républicaine des territoires apparaît-il encore comme une utopie sociale et politique ?

Amplitudes propose une rencontre entre des points de vue personnels et des analyses d'experts autour de l'intensité des phénomènes qui se vivent sur les territoires dans la vie quotidienne.



Amplitudes

14 €



9 791090 198500